
including some of the CITES provisions, have not succeeded in arresting or reversing the decline in rhino numbers. The resolution proposed that all conservation measures be evaluated; and that adaptive management be instituted based on such evaluations. The resolution advocated that a full range of options be considered and that opportunities to use those options had to be kept open. The need to expand funding sources to respond to substantial needs was articulated with a particular emphasis on sustainability and self-reliance within range states. WWF reported that provisional findings of a cost: benefit study on rhinoceros conservation indicated that the total budget allocated to in-situ conservation was the best predictor of rhino conservation success. The AfRSG pointed out that it had been estimated that to successfully manage and protect rhino sanctuary populations could cost as much as US\$1,000 to \$1,200/km²/year.

The resolution was passed with minor modifications. Most importantly Resolution Conf 3.11 and 6.10 were repealed. The latter had called on parties to destroy

horn stocks. The Group argued that this was no longer considered appropriate, and that burning horn stockpiles would in all probability lead to accelerated depletion of wild populations by increasing horn values on the illegal market and hence poaching pressure.

AfRSG activities for the coming period

- Design and initiate a regular newsletter.
- Design and set up databases to manage data on rhino numbers, distributions, poaching statistics and other key attributes.
- Compile an Action Plan for African rhinos.
- Establish basic survey and planning requirements of range states without “key” populations.
- Contribute to the revision of the regional black rhino conservation plan for Namibia and South Africa.

RAPPORT DU PRESIDENT: GROUPE DE SPECIALISTES DE RHINOCEROS AFRICAIN

Martin Brooks

Natal Parks Board, P0 Box 662, Pietermaritzburg 3200, South Africa

Le Groupe de Spécialistes de Rhinoceros Africain (GSRAf) a entamé son deuxième triennat depuis la séparation du groupe conjoint éléphants/rhinos, et on a envoyé à des spécialistes individuels ainsi qu'aux états de distribution, des invitations à soumettre leurs représentants à la nomination pour être membres de 1994 à 1996. Nous remercions les membres pour le support enthousiaste qu'ils ont apporté aux activités du Groupe au cours des trois dernières années; ce qui a été réalisé devrait les encourager significativement.

Depuis sa réunion de mai 1994 à Mombasa, le GSRAf s'est impliqué activement dans l'aide à la mise au point d'une gestion de conservation et de stratégies de financement et s'est assuré les services de son premier responsable de programme Scientifique: ce poste est financé conjointement par la Commission de l'Union Européenne, par le Département de

l'Environnement du Royaume Uni et par le bureau Afrique et Madagascar du WWF. L'Honorable Richard Emslie a été nommé à la mi-octobre 1994 et est basé à Pietermaritzburg, avec le Président.

Stratégie pour le rhinocéros blanc du Nord

A la demande du WWF, le Président a tenu une réunion à Nairobi, en octobre 1994, pour estimer le progrès du rapport qui doit évaluer les différentes possibilités de gestion en vue de la conservation à long terme du rhino blanc du Nord. Les informations recueillies par Kes Smith seront analysées plus profondément par Holly Dublin et par Tom Foose, et un rapport final devrait être terminé pour la fin avril 1995. On a prévu un atelier en août ou septembre au Kwa-Zulu/Natal, en Afrique du Sud, lors duquel les partenaires principaux discuteront des options de

gestion et de financement et décideront des actions appropriées.

Interaction avec le PNUE

Le Président a assisté à une réunion au PNUE à Gigiri en octobre 1994, au cours de laquelle on a discuté de la collaboration entre le nouvel Organisme pour la Conservation de l'Eléphant et du Rhino du PNUE et les groupes des spécialistes des éléphants et des rhinos de l'UICN en Afrique et en Asie. On a mis au point une mission commune, on a discuté du rôle et des responsabilités du nouvel organisme et des groupes des spécialistes et l'on s'est mis d'accord sur un mécanisme de collaboration durable. Le groupe des spécialistes estime que le rôle le plus délicat de l'organisme est d'obtenir des fonds pour les projets de conservation des rhinos tant globaux que nationaux.

9ième Conférence des Parties CITES

Le responsable scientifique et Tom Foose qui représentaient le GSRAF à la 9ième CDP dans la délégation de l'UICN ont participé à nombre de débats touchant les rhinocéros.

En présentant leur proposition de déclassement du Rhino Blanc du Sud de l'Annexe I vers l'Annexe II, la délégation sudafricaine a souligné le fait qu'ils n'avaient pas l'intention de relancer le commerce de la corne de rhino en profitant de leur proposition. Les représentants du GSRAF ont fait remarquer que les populations sudafricaines de rhinos blancs répondaient aux Critères de Berne pour être déclassés à l'Annexe II et que la CITES devrait encourager l'autonomie des Parties, soulignant que leur proposition pourrait entraîner des avantages au point de vue des finances et de la conservation, pour les rhinos sudafricains.

La proposition sudafricaine annotée pour le "Transfert des populations sudafricaines de Rhinocéros Blancs du Sud, *Ceratotherium simum* de l'Annexe I vers l'Annexe II pour permettre la vente d'animaux vivants vers des destinations adéquates et acceptables et pour les trophées de chasse uniquement" a été approuvée par 66 voix contre 2, avec le ferme soutien des pays de distribution. Ce déclassement est valide jusqu'à la prochaine réunion de la Conférence des Parties, lors de laquelle il sera révisé.

On a demandé au GSRAF de présenter un projet de résolution sur "la Conservation des rhinocéros en Asie

et en Afrique", qu'il a préparé à la demande du Comité Permanent de la CITES. Le principe de base de la résolution était que les mesures de conservation actuelles, y compris certaines des conditions posées par la CITES, n'avaient pas réussi à stopper ni à renverser la baisse du nombre des rhinos. La résolution a proposé d'évaluer toutes les mesures de conservation et d'instaurer une gestion adaptée sur base de ces évaluations. La résolution a demandé que toute une gamme d'options soient analysées et que les possibilités de choisir ces options restent ouvertes. On a exprimé le besoin d'élargir les sources de financement pour répondre aux besoins substantiels, en insistant sur la soutenabilité et l'autonomie de états de distribution. Le WWF a rapporté que les conclusions provisoires d'une étude coût/bénéfice sur la conservation du rhino montrait que le montant total du budget alloué à la conservation *in situ* était le meilleur atout pour le succès de la conservation du rhino. Le GSRAF a souligné le fait qu'on avait estimé que pour gérer et protéger efficacement les populations des sanctuaires de rhinos, le coût pouvait aller de US\$1.000 à 1.200/km²/an.

La résolution est passée avec des modifications mineures. Plus important, les Résolutions Conf.3. 11 et 6.10 ont été annulées. La dernière en avait appelé aux parties pour détruire les stocks de cornes. Le Groupe a expliqué qu'il ne considérait plus cette démarche comme nécessaire et que le fait de brûler des stocks de cornes conduirait selon toute probabilité à une réduction accélérée des populations sauvages en augmentant la valeur des cornes sur le marché illégal et, par là-même, une accentuation du braconnage.

Activités du GSRAF dans un proche avenir

- Concevoir et lancer une feuille de contact régnlière.
- Concevoir et instaurer une banque de données interne pour gérer toutes les données sur les nombres de rhinos, leur distribution, les statistiques de braconnage et les autres sujets d'importance.
- Composer un Plan d'Action pour les Rhinos Africains.
- Etablir les exigences de base pour l'étude et la programmation dans les Etats de Distribution, sans les "populations-clefs".
- Contribuer à la révision du plan régional de conservation du rhinocéros noir pour la Namibie et l'Afrique du Sud.